



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité



Service acheteur : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Achats Publics Bureau Achats de formation Quartier Foch - BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9	SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044 (à utiliser pour la facturation électronique) SIRET PFC O : 130 015 407 00013 <i>(pour information)</i>
Service exécutant : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Finances - Bureau exécution - Section formation Quartier Foch/BP 22 - 35998 Rennes cedex 9. Code service exécutant (SE) : D0410U5035 (à utiliser pour la facturation électronique)	Comptable assignataire : Direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29) 4 Square Marc Sangnier - CS 92839 29 228 Brest Cedex 2 ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr – 02.98.80.55.55
<p style="text-align: center;">Points de contact :</p> <p>Procédure – suivi d'exécution : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr</p> <p>Facturation – paiement : pfaf-co-bfin-fo.referent.fct@intradef.gouv.fr</p> <p>Médiation – correspondant PME : sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr</p>	

MARCHÉ PUBLIC

Réalisation de formation dans le domaine médical en distanciel au profit de personnels militaires et civils exerçant dans les établissements du service de santé et les personnels affectés au service de santé des Armées (SSA)

code CPV : 80561000-4 - Services de formation dans le domaine de la santé.

- | | |
|---------------------------|---|
| 1 ^{ère} partie : | Clauses techniques particulières |
| 2 ^{ème} partie : | Règlement de la consultation |
| 3 ^{ème} partie : | Clauses administratives particulières |
| 4 ^{ème} partie : | Engagement des parties |
| Annexes : | <ul style="list-style-type: none"> - 1 : les fiches de formations pour le lot 1 ; - 2 : les fiches de formations pour le lot 2 ; - 3 : les fiches de formations pour le lot 3 ; - 4 : les fiches de formations pour le lot 4 ; - 5 : bordereaux de prix unitaires ; - 6 : fiche incident ; - 7 : RGPD ; - 8 : le cadre de réponses techniques (à joindre dans l'offre). |

Références :

⇒ procédure : **DAF_2023_0001053**

1^{ère} partie - Clauses Techniques Particulières

I. Présentation du service de santé des Armées et contexte

1.1 Service de santé des armées

Le service de santé des armées (SSA) a pour mission première le soutien opérationnel santé des armées. Il dispose de compétences scientifiques et techniques dans tous les domaines de la santé et met en œuvre une offre de soin intégrée s'appuyant sur cinq composantes : hospitalière, médecine des forces, recherche, enseignement, ravitaillement sanitaire. Il dispose d'une expertise unique dans les domaines médicaux, pharmaceutiques, vétérinaires et des soins appliqués aux armées.

1.2 Ecole du Val de Grâce

L'École du Val-de-Grâce (EVDG) est une grande école militaire en charge de la formation des personnels du service de santé des armées (SSA). Articulée autour de quatre départements pédagogiques et dix chaires d'enseignement, cette école est à la fois le lieu de la formation initiale des futurs praticiens (médecins, pharmaciens, vétérinaires et dentistes) ainsi que des commissaires ancrage santé, mais aussi l'organisme unique de formation continue de l'ensemble des professionnels de santé du SSA ainsi qu'une école de formation des personnels paramédicaux dans le cadre de leurs formations de spécialité (infirmier anesthésiste, infirmiers de bloc opératoire, cadres de santé, directeurs des soins).

1.3 Parcours de formation

Les plans de formation des personnels militaires et civils du SSA doivent présenter des formations d'adaptation au poste, d'évolution dans l'emploi ou de développement des compétences et doivent respecter les axes de formations stratégiques des plans d'orientation du SSA.

Ils doivent également identifier les actions de développement professionnel continu (DPC) pour les professionnels de santé (PS) du service de santé des armées, qui doivent tenir compte dans leur demande, de l'obligation triennale de DPC 2023-2025 (valable jusqu'en décembre 2025). Les formations labellisées « DPC » doivent être dispensées par un organisme de DPC (ODPC) et référencées sur le site de l'Agence nationale du DPC (ANDPC) par un numéro d'enregistrement.

II. Objet de l'accord-cadre

Le marché a pour objet la réalisation de formation en mode e-learning dans le domaine médical au profit de personnels militaires et civils, soignants et administratifs, exerçant dans les établissements du SSA et de personnels affectés au SSA. Ces formations sont DPC (développement personnel continu - qualifiantes) et hors DPC.

Le marché est alloté selon le public concerné de la manière suivante :

Lot 1	Formation en mode e-learning de tronc commun
Lot 2	Formation en mode e-learning pour des apprenants infirmiers
Lot 3	Formation en mode e-learning pour des apprenants médecins
Lot 4	Formation en mode e-learning pour des apprenants chirurgiens-dentistes et dentistes

Ces formations en mode e-learning seront à destination d'un public mono et/ou multi-professionnels selon les thématiques et les champs de compétence définis par leur métier.

Chacune de ses formations est détaillée dans les annexes 1 à 4 du présent document.

Lot 1 – Formation en mode e-learning de tronc commun :

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION
1	Infections associées aux soins
2	Calcul de doses, perfusion et contrôle de débit,
3	Hypnose : initiation et principes d'analgésie
4	Identitovigilance et vigilances sanitaires
5	Fondamentaux de la douleur pour les personnels non IDE

6	Gestion de l'agressivité et de la violence en établissement de santé
7	Prévention des chutes et matériel d'aide à la marche
8	Gestion du stress du personnel soignant
9	Gestion du stress du personnel administratif
10	Prise en charge des troubles de la posture et de l'équilibre chez la personne âgée

Lot 2 – Formation en mode e-learning pour des apprenants infirmiers

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION
1	Prise en charge des plaies et cicatrisation
2	Prise en charge de la douleur : soins infirmiers
3	Soins techniques et prévention des effets indésirables
4	Iatrogénie médicamenteuse
5	Prise en charge des patients atteints de cancer
6	Utilisation des cathéters veineux centraux et PIC-LINE
7	Surveillance IDE des patients sous anti coagulants
8	Tabac et cannabis : prescription infirmière pour le sevrage
9	L'infirmier face aux situations d'urgence
10	Soins infirmier et surveillance des patients en période post-opératoire immédiate
11	Nutrition entérale - soins de gastrostomie pour IDE
12	Diabète : prévention et prise en charge IDE
13	Téléconsultation pour les IDE
14	Soins IDE et accompagnement en santé mentale
15	Transmissions ciblées : méthode et traçabilité des actes paramédicaux

Lot 3 – Formation en mode e-learning pour des apprenants médecins :

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION
1	Prise en charge médicamenteuse de la prescription à la délivrance
2	Hypertension artérielle
3	Maîtriser la prescription antibiotique
4	Soins palliatifs et prise en charge médicale en fin de vie
5	Burn out et dépression : différencier pour mieux traiter
6	Aborder la sexualité en consultation
7	Urgences psychiatriques et risques suicidaires
8	Dermatologie générale
9	Endométriose
10	Prise en charge des lombalgies
11	Prise en charge de l'obésité

Lot 4 – Formation en mode e-learning pour des apprenants chirurgiens-dentistes et dentistes :

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION
1	Odontologie : fondamentaux et techniques actuelles
2	Restauration de la dent dépulpée
3	Les maladies parodontales : diagnostic et traitement
4	Le défi des maladies péri-implantaires
5	La dentisterie adhésive

III. Modalités d'exécution du marché

L'EVDG/DDPC reste l'interlocuteur direct sur la mise en place de ces prestations.

Les formations retenues ci-dessus devront si une orientation prioritaire existe être reconnue DPC voir être un programme intégré.

Les actions DPC demandées sont des obligations légales (référentiel qualité) pour un professionnel de santé qui va ensuite intervenir dans la certification des professionnels de santé. Les textes réglementaires sont les suivants :

- Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé ;
- Directive N°511794/ARM/DCSSA/PRH/PMS du 12 octobre 2020 relative au développement professionnel continu dans le service de santé des armées (<https://portail-evdg.sante.defense.gouv.fr/odpc-1552/votre-espace-dpc/>);
- Arrêté du 7 septembre 2022 définissant les orientations pluriannuelles prioritaires de développement professionnel continu pour les années 2023 à 2025.

Ces formations se dérouleront pour chaque participant **via internet** sur la plateforme dédiée du prestataire retenu sur une durée de 4 à 6 mois par stagiaire. Si la plateforme est indisponible sur une durée supérieure à 1 jour, le titulaire doit informer l'EVDG et les apprenants dans la journée. La durée d'indisponibilité est de 2 jours maximum, dans le cas contraire, le titulaire encourt une pénalité (cf article V/ Modalités financières/pénalités).

Dans ce cas, le titulaire doit allonger le délai de mise à disposition de l'apprenant d'autant de jour que la durée d'indisponibilité de la plateforme.

Dans le cadre des considérations environnementales, le titulaire s'engage à :

- optimiser les modules de E-learning afin de minimiser leur poids et leur consommation énergétique, notamment en terme de bande passante lors de l'utilisation des modules ;
- privilégier l'utilisation de serveurs informatiques performant et éco-responsable, notamment en terme de consommation d'énergie et d'empreinte carbone ;
- encourager les apprenants à adopter des pratiques responsables en matière de consommation énergétiques et de bonnes pratique en matière de sobriété énergétique.

Le titulaire communique à l'acheteur tous les ans, à la date anniversaire de notification du marché, un bilan de sa politique informatique, dans le cadre de l'exécution du marché, ainsi que le nom du réseau de stockage des données. Si le titulaire ne respecte pas cette obligation il encourt une pénalité (cf article V/ Modalités financières/ pénalités).

Une fois la formation validée en terme d'inscription, les personnels se connectent directement sur la plateforme pour suivre leur formation en distanciel. Ils doivent avoir une durée d'autorisation d'accès à une plateforme numérique jusqu'à 6 mois pour faciliter l'acquisition des compétences attendues. La durée en heure de chacun des modules est spécifiée dans les fiches annexes.

Chaque prestataire retenu aura un interlocuteur direct à l'EVDG qui procédera à envoi mensuel de la liste des candidats pour une inscription dans les 10 jours à compter de l'envoi mensuel de la liste des candidats.

Le prestataire mettra à disposition de l'EVDG/DDPC un tableau de suivi (suivi du début, de la progression et de la fin de la formation). Il en sera de même pour les évaluations renseignées par les stagiaires. Ce tableau de suivi est obligatoire et sera disponible sur la plateforme d'E-learning, sous la forme d'un tableau de bord, avec un suivi informatique de progression des apprenants où il sera possible de télécharger les attestations de suivi des formations.

Le prestataire enverra au candidat et à l'EVDG l'attestation de fin de formation immédiatement pour le stagiaire (directement sur la plateforme e-learning après validation de la formation) et sous 5 jours pour l'EVDG, en cas de non-respect le titulaire encourt une pénalité (cf article V/ modalités financières/ Pénalité).

Ces formations se dérouleront via internet soit sur les sites des 8 Hôpitaux d'Instruction des Armées (H.I.A) et/ou dans d'autres établissements du SSA (DMF, DAPSA, DFRI, ...) soit au domicile du stagiaire, en accord avec la direction de l'établissement concerné.

Des locaux adaptés (moyens informatiques dans un local isolé) pourront être mis à disposition des stagiaires par les hôpitaux et la DMF sous l'égide de la section formation de l'établissement.

IV. Organisation des formations

Le gestionnaire de formation de l'EVDG envoie au titulaire la liste des personnels à inscrire (mails des participants).

Les stagiaires reçoivent de la part du titulaire, directement sur leur boîte mail les consignes et directives pour la réalisation de leur formation.

Le responsable formation concerné, en coordination avec le Département du DPC de l'Ecole du Val-de-Grâce, est chargé du contrôle de l'exécution des prestations (mise à disposition de locaux adaptés).
Les demandes de formation seront recensées via le plan de formation.

A l'issue de chaque session de formation, une évaluation de la formation sera envoyée à chaque stagiaire à la fin de la session de formation.

Chaque apprenant recevra en fin de stage une attestation de stage DPC (si la formation est reconnue DPC). Il devra ensuite la télécharger sur le passeport de formation de l'ANDPC (l'agence nationale du développement professionnel continu).

Chaque année à l'issue de la réalisation des prestations, le titulaire rédigera un rapport final d'évaluation qu'il adressera au Département du DDC de l'Ecole du Val-de-Grâce. Il devra rendre compte des observations sur les effets attendus, des actions d'amélioration ou d'aide à apporter à certaines difficultés.
Ce rapport devra être transmis chaque année pendant la première quinzaine du mois décembre.

2^{ème} partie – Règlement de la consultation

Marché passé selon une procédure adaptée
(article R.2123-1. 3° du code de la commande publique)

Etapes	Action	Description
1	<u>Accéder au dossier de consultation</u>	Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). Pas d'envoi papier.
2	<u>Renseigner sa candidature</u> , au choix	<p>Via le Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, généré automatiquement au format .xml, à télécharger sur PLACE puis à renseigner à l'aide de l'outil en ligne disponible ici.</p> <p>En cas de groupement, chacun des membres doit fournir un DUME simplifié distinct.</p> <p>Les candidats soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article susvisé. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'exclure le(s) candidat(s) concerné(s) de la procédure.</p> <p>Ou via les formulaires DC1 et DC2</p>
3	<u>Renseigner son offre</u>	<p>Pour les lot 1, 2 et 3 les documents à fournir au titre de l'offre sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le présent document renseigné en 4^{ème} partie ; - le mémoire technique (selon le cadre de réponse transmis en annexe 8) ; - l'attestation d'assurance ; - un RIB. <p>Les documents et informations doivent être rédigés en langue française</p> <p><i>Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ; - en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques. <p><i>En cas de cotraitance (groupement), la solidarité est exigée, pour l'exécution, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement. Chaque co-traitant présentera une attestation de mandat dûment signée.</i></p> <p><i>La partie IV devra être signée par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.</i></p> <p><i>En cas de sous-traitance, présentation d'un sous-traitant à l'aide du formulaire DC4 HYPERLINK "http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat" dûment rempli et signé.</i></p> <p><i>Variantes interdites.</i></p> <p>Offres valables 120 jours à compter de la date limite de remise de la dernière offre.</p>
4	<u>Signature</u>	Seul le soumissionnaire retenu est tenu de signer le marché (4 ^{ème} partie). Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, tout soumissionnaire peut le signer dès le dépôt de l'offre.
5	<u>Dépôt sur la PLACE</u>	L'ensemble des pièces doit être déposé sur la PLACE avant les date et heure indiquées sur la PLACE , dans un fichier compressé au format ZIP ou équivalent .

Analyse des offres

Pour les lots 1, 2 et 3, le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants.

Critère technique Noté sur 60 points	Sous-critère 1	<u>Qualité de l'ingénierie pédagogique</u> <ul style="list-style-type: none"> • Description de l'ingénierie pédagogique • Programmes réalistes, créatifs permettant la modification de pratiques professionnelles, durée des formations • Evaluation de l'acquisition des compétences : moyens mis en œuvre 	Noté / 15
	Sous-critère 2	<u>Qualité des modules de E-learning</u> <p>Le candidat fournira un accès sur la plateforme avec les différents modules de formations E-learning.</p> <ul style="list-style-type: none"> - structure des modules de E-learning, utilisations de différents modes d'apprentissage ; - qualité et accessibilité de la documentation ; - interactivité des contenus (quizz / animation / étude cas). 	Noté / 25

	Sous-critère 3	<u>Formation avec une validation développement personnel continu</u> <u>Pour lot lot 1 :</u> La méthode de calcul est la suivante, pour chaque formation possédant une validation DPC, la société a un point, s'il n'y a pas de validation DPC, 0 point. (nombre de point de l'offre considérée / 9) X 10 <u>Pour lot lot 2 :</u> La méthode de calcul est la suivante, pour chaque formation possédant une validation DPC, la société a un point, s'il n'y a pas de validation DPC, 0 point. (nombre de point de l'offre considérée / 15) X 10 <u>Pour lot lot 3 :</u> La méthode de calcul est la suivante, pour chaque formation possédant une validation DPC, la société a un point, s'il n'y a pas de validation DPC, 0 point. (nombre de point de l'offre considérée / 11) X 10	Noté / 10
	Sous-critère 4	<u>Qualité de l'outil numérique</u> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation de la plateforme, accès à la plateforme numérique, (3 points) - Interface ergonomique, mode opératoire, guide ; (3 points) - rétablissement du service en cas d'incident (4 points). 	Noté / 10
Critère prix Noté sur 40 points	Le montant de l'offre considérée est calculé de la manière suivante : somme de chaque poste TTC Prix (offre la moins disante / offre du candidat noté) *40		Noté / 40

Négociation

L'acheteur pourra négocier les 3 meilleures offres. Dans ce cas, les autres offres sont éliminées.
 Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

Engagement RSE du ministère

Le ministre des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « égalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site www.achats.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du Ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information 5DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

3^{ème} partie - Clauses Administratives Particulières

I. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

- **Forme et étendue :**

Le marché est un accord-cadre à bons de commande passé en vertu des articles L.2125-1.1°, R.2162-1, R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il est conclu sans minimum et avec le maximum en valeur ci-dessous.

Le marché est alloté comme suit :

Lot	Intitulé	Montant annuel maximum HT
Lot 1	Formation en mode e-learning de tronc commun	60 000,00 €
Lot 2	Formation en mode e-learning pour des apprenants infirmiers	70 000,00 €
Lot 3	Formation en mode e-learning pour des apprenants médecins	35 000,00 €
Lot 4	Formation en mode e-learning pour des apprenants chirurgiens-dentistes et dentistes	

Pour le lot 4 – Formation en mode e-learning pour des apprenants Chirurgiens-dentistes et dentistes, conformément à l'article R.2122-8 du code de la commande publique, le lot 4 sera attribué par le biais d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables en raison de sa valeur estimée inférieure à 40 000 € HT.

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

- **Durée :** Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement à chaque date anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire.
- **Parties prenantes :**
 - ⇒ **Acheteur :** L'acheteur agit pour toutes les formalités de notification du marché, de non-reconduction, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, d'émission des bons de commande. Il agit au profit des bénéficiaires suivants :
 - ⇒ Le bénéficiaire est l'Ecole du Val de Grace, 1, place Alphonse Laveran, 75230 PARIS Cedex 05.
 - ⇒ Les bénéficiaires sont le service de santé des Armées (SSA) et ses subdivisions.

Il est possible d'ajouter de nouveaux bénéficiaires par la formalisation d'un ordre de service établi par la PFC O.

- ⇒ **Titulaire :** Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.
- **Langue :** Toutes les réunions ou correspondances requièrent l'usage du français.

II. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent marché et ses annexes (annexe financière et mémoire technique), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS est disponible sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

2.1. Bons de commande :

La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC O, d'un ou plusieurs bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de six mois.

Chaque bon de commande est adressé au titulaire au plus tard 1 mois avant le début de la prestation, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, et comporte notamment les indications suivantes :

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ; - numéro et date de commande ; - nature de la prestation ; | <ul style="list-style-type: none"> - date(s) d'exécution de la prestation ; - prix hors taxe ; - montant de la TVA ; - prix toutes taxes comprises. |
|--|---|

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

2.2. Annulation ou modification par l'acheteur :

L'acheteur, sur demande du bénéficiaire, pourra modifier ou annuler une commande, sans indemnité, jusqu'à quinze jours avant le début de la prestation. Passé ce délai, une indemnité pourra être exigée par le titulaire au titre de dédommagement, elle sera de 20% du montant HT de la commande.

2.3. Annulation ou modification par le titulaire :

En cas d'annulation d'une prestation ayant fait l'objet d'un bon de commande, le titulaire informe le bénéficiaire dans les meilleurs délais et au plus tard quinze jours avant la date de début de prestation.

En cas d'annulation hors délais il sera fait application de pénalités (cf. article V modalité de contrôle d'exécution/pénalités).

En cas d'annulations récurrentes, qui ne relèvent pas de cas de force majeure de la part du prestataire, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire (cf. article VII litiges – différends / Résiliation).

III. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'acheteur et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée initiale du marché. En cas de reconduction du marché, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

IV. RESPONSABILITÉ - SÉCURITÉ

• Protection des données à caractère personnel – particularités applicables aux militaires - Dispositif applicable au traitement des données à caractère personnel de militaires nécessaires à l'exécution du marché

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le dispositif de l'article 117 de la loi du 3 juin 2016 applicable au traitement de données à caractère personnel de militaires (DCPM) et, en particulier, les articles L.4123-9-1 et R.4123-45 et suivants du code de la défense. Pour rappel, les DCPM sont l'association de données à caractère personnel relatives à la mention de la qualité de militaire à des données qui permettent l'identification de la personne, telles que le nom et le prénom.

Au titre de ce dispositif, il appartient au titulaire de communiquer à la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD), le nom et les coordonnées de son responsable de traitement des données (RTD), autrement dit, la personne physique du titulaire du marché ayant un accès direct ou la possibilité d'un tel accès aux DCPM.

En outre, le personnel du titulaire du marché peut faire l'objet d'une enquête administrative visée par le code de la défense, pendant toute l'exécution du présent marché.

Le RTD s'engage notamment à :

- a) Informer la DRSD de l'existence d'un traitement comportant des DCPM.
- b) Informer les personnes accédant aux DCPM de la possibilité de faire l'objet d'une enquête administrative.
- c) Refuser aux personnes, dans les plus brefs délais, l'accès aux données dans le cas où une enquête révélerait une menace pour la sécurité dudit traitement.
- d) Notifier dans les plus brefs délais la DRSD (par tout moyen), en cas de divulgation ou d'accès non autorisé aux données.

NB : l'information, par le titulaire du marché à la DRSD, de l'existence d'un traitement de données comportant des DCPM, s'opère en complétant un formulaire prévu à cet effet, disponible sur le site internet de la DRSD, et en l'envoyant à l'adresse mail suivante : drsd-dcpm-declaration.accueil.fct@intradef.gouv.fr.

Tout manquement à la présente clause peut entraîner la résiliation de plein droit du présent marché.

• Informatique et libertés

Dans le cas où le titulaire est amené à utiliser ou à créer des fichiers informatiques nominatifs, il s'engage à respecter toutes les dispositions de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire s'engage également à faire application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel, et notamment du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « Règlement Général sur la Protection des Données » : RGPD). À ce titre, il prend notamment toutes les dispositions pour que lui-même, ses préposés et ses sous-traitants respectent ladite loi et ses textes d'application (annexe 7 au CCP).

- **Assurance** : le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.
- **Attestations fiscales et sociales** : le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666) ;
- en ligne sur impots.gouv.fr pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

- **Dispositif social du militaire blessé**

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Dès notification, l'acheteur transmet les éléments suivants à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance ;
- Coordonnées du titulaire

Le titulaire s'engage à communiquer à Défense Mobilité dans les trente (30) jours suivant la notification, et tout au long du marché en cas d'évolution, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans

ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
 - o dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - o de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - o d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - o de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
 - o lors de la signature d'une convention de stage ;
 - o de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - o de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

• Certification des entreprises suite à l'exécution des marchés et accords-cadres

Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

Le Ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités pour retard.

V. MODALITÉS DE CONTRÔLE D'EXÉCUTION

- **Constatation de l'exécution des prestations** : Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérifications destinées à constater que les prestations répondent aux exigences du marché sont réalisées par le bénéficiaire.
- **Service fait** : Le bénéficiaire établira sous trois jours, la constatation du service fait.
- **Incidents** : Les incidents constatés dans l'exécution du marché seront mentionnés sur la fiche incident visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire (annexe 6 au présent marché) et transmise à l'acheteur (pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-soutien.fct@intradef.gouv.fr) afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité.

- **Pénalités :**

Les pénalités dérogent à l'article 14.1 au CCAG/FCS.

Fait déclencheur	Pénalité
Retard de l'inscription des apprenants sur la plateforme dans un délai de 10 jours après réception du bon de commande par le titulaire.	Au-delà des 10 jours, s'il y a un : <ul style="list-style-type: none"> • Retard d'inscription inférieur ou égal à 5 jours 10% du montant HT de la facture ; • Retard d'inscription inférieur ou égal à 10 jours 20% du montant HT de la facture ; • Retard d'inscription strictement supérieur à 10 jours 30% du montant HT de la facture.
Dans le cas d'un dysfonctionnement de la plateforme d'e-learning supérieur à 1 jour le titulaire doit informer le bénéficiaire dans la journée, le délai maximum d'inaccessibilité est de deux jours.	En cas de non-respect le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par jour de dysfonctionnement supplémentaire.
Dans le cas où le titulaire ne transmet pas les livrables : <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de fin de formation pour l'EVDG dans un délai de 5 jours après la fin de la formation ; - le rapport final d'évaluation qui doit être transmis pendant la première quinzaine de décembre. 	50 € par jour de retard.
Annulation du titulaire moins de 15 jours avant la date de la prestation	20% du montant HT de la commande
En cas de non transmission du bilan de sa politique informatique, ainsi que le nom du réseau de stockage des données. à chaque date anniversaire de notification.	50€ par jour de retard.

- **Réfections :** Lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes, peuvent néanmoins être admises, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées peut être appliquée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Il peut être décidé qu'une prestation n'ayant pas donnée satisfaction soit exécutée une nouvelle fois. Seule une de ces formations sera réglée. Une fiche incident (annexe 6) sera établie en apportant les éléments indispensables à la mise en place de cette réfaction. L'acheteur adresse un décompte de réfaction au titulaire qui en accuse réception. Celui-ci dispose d'un délai de quinze jours pour faire connaître ses remarques par mail. En cas de silence du titulaire dans le délai imparti, une décision de réfaction sera adressée au titulaire. La réfaction sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.
- **Défaillance du titulaire :** Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 45 du CCAG/FCS (exécution aux frais et risques du titulaire).

VI. CONCESSION DES DROITS ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- Concession des droits

Le titulaire de l'accord-cadre concède pendant toute la durée de l'accord-cadre, à titre non exclusif aux bénéficiaires indiqués dans l'article I du CCAP le droit d'utiliser ou de faire utiliser les licences de e-learning, les modules et la documentation intégrés.

Le titulaire de l'accord-cadre autorise les bénéficiaires et les tiers désignés à exploiter les licences e-learning pour la durée de l'accord-cadre.

- Propriété intellectuelle

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures d'une partie. Les bénéficiaires et le titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur leurs connaissances antérieures, qu'elles soient incorporées ou non dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Conformément à l'article 36 du CCAG FCS, tout élément de documentation fournie par les bénéficiaires au titulaire en vue

de son exploitation pour en faire un résultat (document pédagogique de formation) reste la propriété exclusive des bénéficiaires.

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés, à compter de la notification du marché, spécifiquement pour la réalisation des prestations du marché (sauf les connaissances antérieures).

VII. MODALITÉS FINANCIÈRES

- **Contenu et forme des prix** : le marché est conclu à prix unitaires. Ils comprennent :

- la documentation pédagogique ;
- l'accès à la plateforme incluant l'accès aux modules de e-learning ;
- tous les frais généraux, charges sociales ;
- les frais d'assurance et de garanties ;
- les impôts, taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- la production et l'envoi des livrables au format dématérialisée.

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises, figurent au bordereau de prix (4^{ème} partie du marché).

- **Avance** : Sauf refus du titulaire exprimé en 4^{ème} partie du marché (engagement des parties), une avance égale à 5% du montant toutes taxes comprises du bon de commande considéré (ou 30% pour une PME) est accordée au titulaire dans les conditions fixées par les articles L.2191-3, R.2191-3 et suivants du code de la commande publique (et correspondant à l'option A du CCAG FCS). Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du bon de commande.

- **Révision des prix** :

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de la dernière offre.

La révision s'effectue une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par référence à l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 (réf. n° 001565196) relevé sur le site www.indices.insee.fr de l'INSEE.

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$P = P0 \text{ (ICTrev-TS / ICTrev-TS0)}$$

P = prix révisé hors TVA.

P0 = prix de l'offre hors TVA.

ICTrev-TS = valeur du dernier indice définitif connu à la date anniversaire de notification du marché.

ICTrev-TS0 = valeur de ce même indice diffusé au titre du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de l'offre finale.

Il revient au titulaire de soumettre à l'acheteur les nouveaux prix révisés ainsi que le détail du calcul de ceux-ci, conformément à la formule ci-dessus, dans un délai d'un mois à compter de chaque date anniversaire du marché. La révision de prix est effective après accord écrit de l'acheteur et s'applique aux bons de commande émis au titre des prestations réalisées à compter de la date d'application de la révision de prix.

Toutefois, en l'absence d'envoi de la révision du prix par le titulaire dans un délai de 1 mois à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre, les prix ne seront pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

- **Dématérialisation des factures** : Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.
- **Contenu des factures** : Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :

- | | |
|--|--|
| - la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ; | (engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ; |
| - le numéro de service exécutant : « D0410U5035 » ; | - le numéro d'engagement du bon de commande, le cas échéant ; |
| - la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ; | - le montant total hors taxes (HT) ; |
| - le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ; | - le montant total toutes taxes comprises (TTC) ; |
| - la référence interne correspondant au n°EJ | - le numéro SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044. |

- **Règlement du marché** : Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué en 4^{ème} partie du marché (engagement des parties). Les sous-traitants directs du titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque que le montant de leurs contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ HT. Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des prestations et constatations du service fait.
- **Intérêts moratoires** : Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.
- **Clause de réexamen** : Le présent marché peut faire l'objet, conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, de modifications, formalisées par un ordre de service ou un avenant, dans les conditions et selon les modalités définies ci-dessous :
 - de changement de personne ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
 - de changement de raison sociale, dénomination ou forme juridique sous laquelle le titulaire exerce ;
 - de changement de ses coordonnées postales ou bancaires ;
 - de façon générale, pour apporter toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre ;
 - d'évolution d'une ou plusieurs formations du présent accord-cadre sur le contenu, selon la réglementation en vigueur, sans que cela ne modifie la durée du e-learning ;
 - d'ajout de module de E-learning dans la limite de 3 par an ;
 - Outre les variations de prix précitées, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation

En cas de circonstances imprévisibles modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties pourront convenir des évolutions contractuelles par avenant, dans le cadre de l'article R2194-5 du code de la commande publique et selon les modalités précisées à l'article 25 du CCAG/FCS.
- **Nantissement – cession de créance** : l'acheteur délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

VIII. LITIGES - DIFFÉRENDS

- **Règlement amiable des différends** : Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation adressé au service acheteur conformément à l'article 46 du CCAG/FCS (point de contact : sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr). Si le différend persiste, l'acheteur et le titulaire privilégient le recours à un comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage. Le titulaire peut notamment saisir le médiateur des entreprises du ministère des armées. Point de contact : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr (09 88 68 19 25 ou 0 800 02 71 27).
- **Contentieux** : En cas de contentieux, le droit français est seul applicable. En cas d'échec des tentatives de règlement amiable, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer l'acheteur et le titulaire, même si ce dernier est étranger.
- **Résiliation** : Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché, l'acheteur est fondé à résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

IX. DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article II. Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article V. Modalités de contrôle d'exécution / constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS.

L'article V. Modalités de contrôle d'exécution / pénalités déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

L'article VIII. Litiges-différends / résiliation déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

4^{ème} partie – Engagement des parties

I. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

I.1. Identification et engagement du titulaire

☐ Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public et conformément à leurs clauses, le signataire

Nom commercial :

Dénomination sociale :

Adresse établissement et adresse siège social (si différente) :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone :

Numéro SIRET :

☐ s'engage, ☐ sur la base de son offre et pour son propre compte ;
☐ pour le compte du groupement identifié au I.2. ;

☐ à exécuter les prestations demandées :

☐ **Lot 1 : Formation en mode e-learning de tronc commun**

aux prix indiqués dans l'annexe financière n°1 jointe au présent document.

☐ **Lot 2 : Formation en mode e-learning pour des apprenants infirmiers**

aux prix indiqués dans l'annexe financière n°2 jointe au présent document.

☐ **Lot 3 : Formation en mode e-learning pour des apprenants médecins**

aux prix indiqués dans l'annexe financière n°3 jointe au présent document.

I.2. Identification du groupement *(Uniquement en cas de groupement d'opérateurs économiques.)*

I.2.1 Identification des membres du groupement et mandat

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire
 En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

Par leur signature ci-après, les membres du groupement, donnent mandat au mandataire identifié au I.1, qui l'accepte :

- pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public.

Désignation des membres du groupement <i>nom commercial dénomination sociale adresses établissement et siège social (si différente de celle de l'établissement), adresse électronique numéros de téléphone numéro SIRET</i>	Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature + Signature

I.2.2. En cas de groupement conjoint, répartition des prestations

Membre du groupement <i>nom commercial dénomination sociale</i>	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant € HT de la prestation

I.3. Compte (s) à créditer (Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

- ☐ Nom de l'établissement bancaire :
- ☐ Numéro de compte :

I.4. Avance ([article R. 2191-3](#) du code de la commande publique)

- ☐ Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ (cocher si renonciation)

Signature du marché public par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement :
(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente)

II. ATTRIBUTION

Le commissaire général de 2^{ème} classe Marc LEMOINE,
directeur de la plate-forme commissariat Ouest de Rennes,
attribue :

- ☐ le lot N°1
- ☐ le lot N°2
- ☐ le lot N°3

- ☐ à l'opérateur économique identifié au I.1

A Rennes, le

Signature

ANNEXE 5 – BORDEREAUX DES PRIX
LOT 1 – Formation en mode e-learning de tronc commun

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION	Durée Minimum et Maximum en Heure	Prix unitaire en € HT pour un stagiaire	Prix unitaire en € TTC pour un stagiaire
1	Infections associées aux soins	entre 1h30 et 3h		
2	Calcul de doses, perfusion et contrôle de débit,	entre 2h et 6h		
3	Hypnose : initiation et principes d'analgésie	entre 4h et 9h		
4	Identitovigilance et vigilances sanitaires	entre 3h et 9h		
5	Fondamentaux de la douleur pour les personnels non IDE	entre 3h et 9h		
6	Gestion de l'agressivité et de la violence en établissement de santé	entre 2h et 4h		
7	Prévention des chutes et matériel d'aide à la marche	entre 2h et 7h		
8	Gestion du stress du personnel soignant	entre 2h et 4h		
9	Gestion du stress du personnel administratif	entre 2h et 4h		
10	Prise en charge des troubles de la posture et de l'équilibre chez la personne âgée	entre 3h et 9h		

TAUX DE TVA	%
-------------	---

ANNEXE 5 – BORDEREAUX DES PRIX
LOT 2 – Formation en mode e-learning pour des apprenants infirmiers

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION	Durée Minimum et Maximum en Heure	Prix unitaire en € HT pour un stagiaire	Prix unitaire en € TTC pour un stagiaire
1	Prise en charge des plaies et cicatrisation	entre 3h et 9h		
2	Prise en charge de la douleur : soins infirmiers	entre 3h et 9h		
3	Soins techniques et prévention des effets indésirables	entre 3h et 9h		
4	Introgénie médicamenteuse	entre 3h et 9h		
5	Prise en charge des patients atteints de cancer	entre 3h et 9h		
6	Utilisation des cathéters veineux centraux et PIC-LINE	entre 3h et 9h		
7	Surveillance IDE des patients sous anti coagulants	entre 3h et 9h		
8	Tabac et cannabis : prescription infirmière pour le sevrage	entre 3h et 9h		
9	L'infirmier face aux situations d'urgence	entre 3h et 9h		
10	Soins infirmier et surveillance des patients en période post-opératoire immédiate	entre 3h et 9h		
11	Nutrition entérale - soins de gastrostomie pour IDE	entre 3h et 9h		
12	Diabète : prévention et prise en charge IDE	entre 3h et 9h		
13	Téléconsultation pour les IDE	entre 3h et 9h		
14	Soins IDE et accompagnement en santé mentale	entre 3h et 9h		
15	Transmissions ciblées : méthode et traçabilité des actes paramédicaux	entre 3h et 9h		

TAUX DE TVA	%
-------------	---

ANNEXE 5 – BORDEREAUX DES PRIX
LOT 3 – Formation en mode e-learning pour des apprenants médecins

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION	Durée Minimum et Maximum en Heure	Prix unitaire en € HT pour un stagiaire	Prix unitaire en € TTC pour un stagiaire
1	Prise en charge médicamenteuse de la prescription à la délivrance	entre 3h et 9h		
2	Hypertension artérielle	entre 3h et 9h		
3	Maîtriser la prescription antibiotique	entre 3h et 9h		
4	Soins palliatifs et prise en charge médicale en fin de vie	entre 3h et 9h		
5	Burn out et dépression : différencier pour mieux traiter	entre 3h et 9h		
6	Aborder la sexualité en consultation	entre 3h et 9h		
7	Urgences psychiatriques et risques suicidaires	entre 3h et 9h		
8	Dermatologie générale	entre 3h et 9h		
9	Endométriose	entre 3h et 9h		
10	Prise en charge des lombalgies	entre 3h et 9h		
11	Prise en charge de l'obésité	entre 3h et 9h		

TAUX DE TVA	%
-------------	---

Annexe 6 - Fiche incident

Nom de l'organisme : _____ Nom du titulaire : _____

N° de marché : _____ Date de l'accord-cadre : _____

1	NATURE DE L'INCIDENT (ou des incidents)	Cocher la case correspondante	Détail DE l'incident (ou des incidents)
-	Non-respect du calendrier d'exécution des prestations		
-	Prestations non effectuées		
-	inadéquation du contenu pédagogique par rapport aux objectifs visés		
AUTRES MOTIFS :			
2	Actions menées par la formation	Cocher la case correspondante	Observations éventuelles
-	remarque verbale au titulaire		
-	remarque écrite au titulaire (document à joindre à la fiche d'incident)		
AUTRES (applications des dispositions prévues par le CCP			
3	Traitement du ou des incidents par le titulaire	Cocher la case correspondante	Observations éventuelles
-	incident(s) traité(s) rapidement et qui ne s'est (ne se sont) pas renouvelé(s) mais qui s'est (se sont) renouvelé(s)		
-	incident(s) en cours de règlement		
-	incident(s) non réglé(s) à ce jour		

DESTINATAIRES :

- PFC-O / Division Achats Publics
Section relations clients
Quartier Foch - B.P. n° 22 - 35998 **RENNES Cedex 9**
Téléphone : 02.23.44.53.99/ P.N.I.A : 821.351.53.99
Mail pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-
soutien.fct@intradef.gouv.fr

- Monsieur le Directeur de la société

A _____ le
Signature du représentant de la personne publique

A _____ le
Signature du représentant du titulaire



MINISTÈRE DES ARMÉES

Protection des données à caractère personnel

Mise en conformité avec la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016

Annexe n°7 - RGPD au cahier des clauses particulières

Pour l'application des présentes, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « **règlement général sur la protection des données** », RGPD), **le responsable de traitement est le bénéficiaire de l'accord-cadre, et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.**

A. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte du bénéficiaire, les opérations de traitement de données à caractère personnel dans les conditions définies ci-après.

B. Description du traitement des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

- a) Les données à caractère personnel traitées sont les noms et prénoms des stagiaires.

Pour l'exécution des prestations objets des présentes, le bénéficiaire met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : noms et prénoms des stagiaires.

C. Durée de l'engagement des parties

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de la notification de l'accord-cadre par l'acheteur au titulaire pour toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

D. Obligations du titulaire vis-à-vis du bénéficiaire

I. Confidentialité des données

Le titulaire s'engage à traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet du présent accord-cadre.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement le bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Il ne doit pas procéder au transfert des données sans avoir obtenu l'autorisation préalable du bénéficiaire.

- a) **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présentes clauses.
- b) Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu des présentes clauses :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- c) **Prendre en compte**, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception et de protection des données par défaut**.

II. Sous-traitance de niveau 2 ou sous-traitance ultérieure des activités de traitement

Option A (autorisation générale)

Le titulaire de l'accord-cadre peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement clairement identifiées. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur et le bénéficiaire de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant, les dates de notification de l'accord-cadre et les dates du contrat de sous-traitance. L'acheteur doit recueillir l'avis du bénéficiaire, et dispose d'un délai minimum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Quelle que soit l'option retenue (autorisation générale ou spécifique)

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte du bénéficiaire. Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire de l'accord-cadre demeure pleinement responsable devant le bénéficiaire et l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

III. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au bénéficiaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

IV. Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit aider le bénéficiaire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le bénéficiaire avant la collecte des données.

V. Notification des violations des données à caractère personnel

Le titulaire notifie au bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance et dans un délai maximum de 72 heures, par messagerie électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation au délégué à la protection des données du ministère des armées. Le titulaire est tenu de communiquer au bénéficiaire toute information complémentaire qui lui serait nécessaire à la notification qu'il doit adresser au délégué à la protection des données du ministère des armées.

Les notifications contiennent au moins :

- ♣ la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- ♣ la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- ♣ la description des mesures prises ou que le titulaire ou le bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

La notification des violations est transmise à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

Lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, la notification de ladite violation est communiquée à la personne concernée par le bénéficiaire, responsable de traitement.

VI. Analyse d'impact

Le titulaire aide le bénéficiaire pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire conseille le bénéficiaire en cas de consultation de la CNIL sur l'analyse d'impact réalisée. Cependant, celle-ci est présentée à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

VII. Mesures de sécurité des données

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurisation des données nécessaires.

- *les droits d'accès aux données sont limités ;*
- *les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;*

VIII. Devenir des données au terme de l'exécution de l'accord-cadre

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

IX. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au bénéficiaire **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

X. Registre des activités de traitement

Le titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire comprenant :

- Le nom et les coordonnées du bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du bénéficiaire ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

XI. Documentation

Le titulaire met à la disposition du bénéficiaire **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le bénéficiaire ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ANNEXE 8 – CADRE DE REPONSE TECHNIQUE (à compléter et à joindre à l'offre)

CADRE DE REPONSE TECHNIQUE

Il sera obligatoirement remis un mémoire technique respectant le formalisme indiqué ci-dessous (respect des parties).

Le candidat peut joindre à son offre tout autre document qu'il estime nécessaire d'ajouter pour une meilleure appréciation de celle-ci au regard des critères de classement énoncés dans le règlement de la consultation.

Sous-critère 1 – Qualité de l'ingénierie pédagogique :

Pour chaque lot soumissionné, le candidat fournira une description de l'ingénierie pédagogique, des programmes et de l'évaluation des acquis, ainsi que de la durée de chacune des formations e-learning.

Sous critère 2 - Qualité des modules de E-learning :

Le candidat fournira un accès à la plateforme de E-learning permettant l'accès aux différents modules de formation selon le lot soumissionné.

Pour chaque lot soumissionné, toutes les formations de E-learning doivent être disponibles.

Sous-critère 3 - Formation avec une validation développement personnel continu :

Pour chaque lot, il faut cocher la case correspondante précisant si le module de E-learning possède une validation DPC ou non. Dans le cas où il y a une validation DPC, le candidat transmettra le numéro d'inscription référencé sur le site de l'ANDPC ou tout document qui justifie que la formation possède bien la validation de l'ANDPC.

Lot 1 – Formation en mode e-learning de tronc commun :

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION	Validation DPC	
		Oui	Non
1	Infections associées aux soins		
2	Calcul de doses, perfusion et contrôle de débit,		
3	Hypnose : initiation et principes d'analgésie		
4	Identitovigilance et vigilances sanitaires		
5	Fondamentaux de la douleur pour les personnels non IDE	Non concerné	
6	Gestion de l'agressivité et de la violence en établissement de santé		
7	Prévention des chutes et matériel d'aide à la marche		
8	Gestion du stress du personnel soignant		
9	Gestion du stress du personnel administratif		
10	Prise en charge des troubles de la posture et de l'équilibre chez la personne âgée		

Lot 2 – Formation en mode e-learning pour des apprenants infirmiers

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION	Validation DPC	
		Oui	Non
1	Prise en charge des plaies et cicatrisation		
2	Prise en charge de la douleur : soins infirmiers		
3	Soins techniques et prévention des effets indésirables		
4	Iatrogénie médicamenteuse		
5	Prise en charge des patients atteints de cancer		
6	Utilisation des cathéters veineux centraux et PIC-LINE		
7	Surveillance IDE des patients sous anti coagulants		
8	Tabac et cannabis : prescription infirmière pour le sevrage		
9	L'infirmier face aux situations d'urgence		
10	Soins infirmier et surveillance des patients en période post-opératoire immédiate		
11	Nutrition entérale - soins de gastrostomie pour IDE		
12	Diabète : prévention et prise en charge IDE		
13	Téléconsultation pour les IDE		
14	Soins IDE et accompagnement en santé mentale		

15	Transmissions ciblées : méthode et traçabilité des actes paramédicaux		
----	---	--	--

Lot 3 – Formation en mode e-learning pour des apprenants médecins :

POSTE	INTITULÉ DE LA FORMATION	Validation DPC	
		Oui	Non
1	Prise en charge médicamenteuse de la prescription à la délivrance		
2	Hypertension artérielle		
3	Maîtriser la prescription antibiotique		
4	Soins palliatifs et prise en charge médicale en fin de vie		
5	Burn out et dépression : différencier pour mieux traiter		
6	Aborder la sexualité en consultation		
7	Urgences psychiatriques et risques suicidaires		
8	Dermatologie générale		
9	Endométriose		
10	Prise en charge des lombalgies		
11	Prise en charge de l'obésité		

Qualité de l'outil numérique (Sous-critère 4)

- Présentation de la plateforme, son accès, lien pour accéder à la plateforme ;
- interface ergonomique, utilisation intuitive (aides, forums, tutorat en ligne, messagerie ...), mode opératoire, guide ;
- les moyens mis en œuvre pour le rétablissement du service en cas d'incident.